

Roms de Lille: pour une

Depuis 2008, et à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme, des associations se sont réunies pour travailler sur l'accueil des Roms – régulièrement menacés d'expulsion – dans la métropole lilloise. Petite histoire de l'action modeste et résolue du collectif « Roms ».

Gérard MINET,
délégué régional LDH
Nord-Pas-de-Calais

L'agglomération lilloise est forte d'environ un million deux cent mille habitants, dans une communauté urbaine émietlée en quatre-vingt-sept communes, au sein de laquelle se distinguent les quatre villes phares de Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq. L'agglomération s'ouvre sur l'ancien bassin minier et sur la plaine de Flandres. La densité de population est forte mais laisse de larges espaces sur les nombreuses friches industrielles résultant du passé régional.

Cette même agglomération constitue aussi un important nœud de passage entre la région parisienne, la Belgique et le littoral. Lieu de migration, terre de passage séculaire des Gens du voyage, l'arrondissement de Lille est devenu terre d'attachement des Roms chassés de Roumanie, de Bulgarie ou de Hongrie, après avoir été terre d'accueil de leurs frères réfugiés de l'ex-Yougoslavie. Environ mille deux cents Roms, soit deux cents familles, sont installés sur le périmètre « Lille métropole communauté urbaine » (LMCU). Des personnes pauvres, sans ressources, sans travail autre que le ferrailage, les activités de carrefours et, pour les plus chanceuses, quelques petits boulots « au noir » dans la peinture ou le bâtiment. Ces Roms ont commencé à s'installer sur les voies abandonnées du chemin de fer de ceinture périphérique et les faubourgs Sud de Lille, puis sous le métro aérien et sur les communes de Mons, Villeneuve-d'Ascq, Hellemmes, ainsi qu'à Roubaix et Tourcoing.

Une telle énumération pourrait faire croire à une lente « invasion ». Il n'en est rien. Le nombre de Roms installés ne s'accroît pas. Et si on les voit beaucoup, c'est

qu'ils se déplacent beaucoup, sous la conduite de la police qui les expulse, les encadre et les transfère... Oh, pas bien loin. La plupart du temps, les « bleus » interviennent au petit matin, entrent dans les caravanes, mettent au volant un chauffeur – parfois un gamin de 16 ans –, puis la caravane brinquebalante est guidée vers l'autoroute du Nord ou vers la Belgique. Sortie à Lens, ou à Menin, où l'on abandonne le convoi à sa bonne aventure et... au préfet du Pas-de-Calais, ou au bourgmestre belge. Les CRS et leurs cars reviennent vers les cantonnements, avec le sentiment de s'être débarrassés d'une sale corvée. Pendant ce temps, les Roms chassés font le chemin inverse et se mettent en quête d'un nouveau terrain, tandis que le préfet, dans son palais républicain, aligne ses comptes d'expulsés pour les statisticiens sarkozystes.

Le collectif « Roms », ouvert et multiforme

Cette triste sarabande ne va pas sans drames. Au début de l'hiver 2007, une jeune femme rom handicapée meurt dans sa caravane, qui a pris feu à proximité de la gare Saint-Sauveur. Beaucoup d'émotion, une cérémonie déchirante au cimetière du Sud, beaucoup de compassion. Aucune mesure sérieuse immédiate n'en résulte cependant, hormis les actes de charité individuelle qui se multiplient pour pallier une misère révoltante, étalée dans la presse et la télévision locales.

C'est à partir de ce drame que la Ligue des droits de l'Homme relance et dynamise le collectif « Roms », un peu en sommeil depuis plusieurs mois. ATD Quart-monde, le CCFD⁽¹⁾ et quelques élus verts viennent étoffer le groupe. La LDH écrit



© DR

des lettres aux maires et au préfet. Le Collectif se rend sur les terrains, prend les contacts avec les familles et avec l'Areas⁽²⁾ et l'Aset⁽³⁾, associations d'enseignants et de travailleurs sociaux encadrant les Gens du voyage. L'inspection académique est interpellée sur la scolarisation. Chacun se mobilise lors des expulsions, en frôlant souvent l'incident avec le commissaire ou avec les officiers. L'embarquement *manu militari* est toujours à craindre. La Maison régionale de l'environnement et des solidarités, forte de son conseil d'administration, de ses vingt salariés et de ses cent dix associations, rejoint le mouvement et constitue une base solide et permanente pour la communication et la mobilisation. Des étudiants, des enseignants, le Mrap⁽⁴⁾, la

(1) Comité catholique contre la faim et pour le développement.

(2) Association résidents, étudiants, apprentis, salariés.

(3) Aide à la scolarisation des enfants tsiganes.

(4) Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

nouvelle gouvernance



Lieu de migration, terre de passage séculaire des Gens du voyage, l'arrondissement de Lille est devenu terre d'attachement des Roms chassés de Roumanie, de Bulgarie ou de Hongrie, après avoir été terre d'accueil de leurs frères réfugiés de l'ex-Yougoslavie.

Le Collectif a réussi à enclencher une dynamique, avec les citoyens et avec les élus. Premiers frémissements d'une prise de conscience et d'une mise en acte de la reconnaissance de la place des Roms dans la société lilloise, et plus largement dans la société française...

Cimade⁽⁵⁾, divers groupes locaux et les amis du père Arthur viennent se joindre à la réflexion, à la présence sur le terrain, à la solidarité, à l'action en direction des pouvoirs publics.

Ceux-ci ne bougent guère. Ils ressassent les poncifs sur «*l'appel d'air*», sur «*toute la misère du monde qui ne peut converger à Lille*», sur le caractère «*asocial*» des Roms; tous prétextes pour laisser se perpétuer la misère et l'indifférence. Le Collectif va réagir avec vigueur. A partir de 2008, il va, avec souplesse, se structurer. Désormais les trois composantes du collectif solidarité Roms ont appris à travailler ensemble, à s'épauler, à se répartir les tâches: les travailleurs sociaux renseignent sur la situation des terrains et des personnes; le père Arthur et ses amis font l'acquisition de

toilettes de chantiers, de caravanes, ils drainent l'aide matérielle vers les endroits où elle est la plus nécessaire; quant aux associations, elles font le siège de la préfecture, de la communauté urbaine. Plusieurs élus, comme Hélène Flautre, députée européenne, accentuent la pression par leur intervention. Et tout ce monde se retrouve régulièrement pour échanger les informations et organiser l'information et l'action.

L'affaire du stade: une mobilisation payante

Quand, en 2009, pour commencer la construction du Grand Stade «*nécessaire au football lillois*», on annonce qu'on va déloger deux groupes de Roumains installés dans des caravanes et des baraques à Mons-en-Barœul, un mouvement de révolte monte au

sein et en dehors du Collectif. Le maire est interpellé, des rassemblements, des repas communs sont organisés sur le terrain. Deux importants rassemblements se tiennent aux grilles de la préfecture et sur le parvis de l'Hôtel de communauté urbaine. Des propos vifs sont échangés. La banderole du Collectif pénètre dans le hall de cette même préfecture. La directrice de cabinet, affolée par cette soudaine intervention, s'empresse de programmer une réunion en urgence. Il en est de même à LMCU, où les collaborateurs de Martine Aubry tentent d'apporter une réponse qui ne soit pas en deçà de celle du préfet.

Une vaste agitation en résulte, le Collectif s'exprime largement à la télévision régionale. Une table ronde, avec toutes les composantes, se tient en mairie de Mons. Les responsables du Collectif sont reçus et écoutés. Mais de volonté politique, point. Le chantier du stade est ouvert, les Roms se déplacent quelques mètres plus bas, sous le métro aérien. Le maire de Mons refuse d'attribuer des terrains ou d'ouvrir un gymnase. Rien ne semble changer. Mais la situation a cessé d'être privée, cachée, ignorée. L'opinion publique réagit, des élans charitables se manifestent à partir des images de télévision ou de presse. Les élus verts s'engagent avec force. Et ceux de gauche ne peuvent être insensibles à l'existence de groupes qui ont trouvé des alliés solides au cœur du mouvement associatif, lequel imprègne toute la gauche du Nord et dit aux politiques: «*Cela ne peut durer; on ne peut rester insensible à cette misère; il faut trouver des solutions et forcer la préfecture à agir.*»

L'Areas et ses travailleurs sociaux recherchent et trouvent des ter-

(5) Service œcuménique d'en-
traide aux étrangers.

rains de la communauté urbaine pour installer les exclus. Cette dernière ferme les yeux et cesse désormais les demandes d'expulsion. Celles qui seront décidées quelques mois plus tard par le préfet seront le résultat de demandes antérieures aux événements de Mons et, bien sûr, des provocations pour tenter de semer la confusion entre les associations et une communauté urbaine en voie de conversion. Cette conversion est certes timide et discrète, mais c'est un premier pas. Pour la première fois le Collectif de solidarité a le sentiment d'avoir marqué des points pour les Roms de l'arrondissement de Lille, en faisant prendre conscience aux maires de Lille et de Tourcoing de la nécessité de traduire en langage rom le slogan adopté par la communauté: «Lille, ville de la solidarité.»

Discours de Grenoble et bulldozers du préfet

Arrive juillet 2010, et le discours du Président stigmatisant les Roms et les étrangers, celui-ci ordonnant la destruction systématique des terrains, et amalgamant sans scrupules Gens du voyage, groupe « régi » par la loi Besson, et réfugiés roms de Roumanie, de Bulgarie ou d'ex-Yougoslavie. Le préfet du Nord réagit en serviteur zélé, donnant consigne de détruire. Les bulldozers entrent en action. La télévision montre les caravanes explosées, les poupées d'enfant éventrées, l'accordéon désarticulé et les enfants s'entassant au petit matin dans les voitures déglinguées qui constituent leur seul abri. En plein mois d'août, le Collectif et la LDH réagissent: présence sur les terrains, manifestations en face de la préfecture. Après la xénophobie de Grenoble, toute discussion avec la préfecture semble inutile. C'est donc vers les élus de la communauté urbaine et vers Martine Aubry que s'oriente la demande⁽⁶⁾. Le Collectif propose ainsi à LMCU

A un moment où s'ébauchent les programmes pour les présidentielles, l'attitude qui sera prise à l'égard des Roms pour leur faciliter l'existence mérite bien une interpellation des candidats. L'expérience lilloise peut sans doute servir de base de propositions.

(6) Notons que ce travail s'inscrit dans la préparation, par la LDH, de la mobilisation du 4 septembre, « Face à la xénophobie et à la politique du pilori: liberté, égalité, fraternité! ».

un programme d'urgence en plusieurs points:

- arrêt officiel et définitif des demandes d'expulsion sur les terrains appartenant à la communauté urbaine;
- création de mobil-homes dans les villes et les quartiers, comme ceux réalisés deux ans plus tôt sur quatre communes;
- intervention auprès des maires (si chaque ville de la communauté urbaine accueille deux familles, il n'y a plus de problème de stationnement sur l'arrondissement de Lille);
- organisation de terrains sommairement aménagés (eau, bennes, sanitaires, notamment), pour permettre aux Roms de vivre de manière digne;
- mise en place de terrains d'accueil de jour avec douches, machines à laver, permanences sociales et médicales;
- attribution de subsides pour un aménagement des terrains. Certes, le Collectif a bien le sentiment d'une demande minimale. Les Roms méritent bien plus. Mais face au vide de la prise en charge, cela constituerait un nouveau pas. L'important – en accord avec les Roms eux-mêmes –, c'est d'obtenir un engagement officiel des élus pour inverser la tendance répressive préfectorale.

Les élus communautaires font un geste

Les réunions entre le Collectif, le vice-président de la communauté urbaine, M. Delannoy, et ses collaborateurs se multiplient. Cordiaux mais fermes. La majorité communautaire n'est pas unifiée sur cette question, loin de là, mais les excès du discours sarkoziste sont tels que personne n'ose le soutenir. Même le maire (ministre) de Lambersart se sent obligé de rendre visite aux Roms de Mons. Le Collectif est aussi intervenu lors de plusieurs conseils municipaux. Malik Iffri, conseiller communautaire aux Gens du voyage, fait un travail d'interpellation de ses collègues

et finalement, après de nombreux échanges, un texte est présenté devant l'assemblée plénière de la communauté urbaine. Ce programme reprend les grandes lignes des propositions du Collectif. Beaucoup d'élus de droite et du centre s'y rallient, parfois du bout des lèvres, mais aucun vote ne s'exprime contre. L'altercation principale – très vive – intervient quand Martine Aubry répond au ministre UMP, Marc-Philippe Daubresse, qui, s'exprimant au nom du préfet (!), propose de financer ce plan sur les crédits du logement d'urgence: faire payer l'aide aux plus démunis par les plus démunis! Certains militants catholiques du Collectif sont abasourdis d'entendre de tels propos, dans la bouche de celui qui se plaît à se réclamer de la démocratie chrétienne.

Il ne suffit pourtant pas de voter un texte, il faut y adjoindre une pratique. Elle n'existe pas à la communauté urbaine, mais beaucoup de techniciens ont le sentiment d'être en face d'un « challenge » qu'il faut réussir. Les membres du Collectif ont la volonté de collaborer à la construction progressive d'une réponse nouvelle, concrète, avec les collectivités territoriales. Le Collectif prend de l'ampleur. Soixante-dix personnes sont présentes à la réunion de septembre, et de petits collectifs locaux se sont mis en place à Mons, Roubaix, Tourcoing, Hellemmes, Villeneuve et ailleurs. Autour de Zajko Ahmetovic, réfugié rom de Bosnie, se met en place une association, Romano Teharin (« Roms d'avenir »), qui agit avec le Collectif et à ses côtés.

La communauté urbaine fait livrer des tonnes de gravier, des bulldozers ouvrent et aplanissent des espaces, des caravanes sont achetées à Roubaix et réparties par une association créée à cet effet. Tourcoing met en chantier un bâtiment d'accueil. La ville d'Hellemmes achète des abris et livre des poutres, les étudiants



de l'Ecole d'architecture se mobilisent pour créer des toilettes sèches et donner une allure organisée à un ensemble construit avec les Roms, et s'élargissant sur un jardin à construire avec des habitants du quartier. Les artistes de la région se mobilisent, prennent contact avec la LDH et organisent une exaltante « Fête de l'indignation », qui rassemble deux mille personnes, à L'Aéronef. Les bénéficiaires – dix-huit mille euros – serviront à l'achat de bois et de couvertures pour l'hiver, mais aussi pour donner les coups de fouet nécessaires aux aménagements de terrains.

Une base de propositions concrètes

Le Collectif a réussi à enclencher une dynamique, avec les citoyens et avec les élus. Expression d'une convergence et d'une synergie entre démocratie représentative et démocratie participative. Premiers frémissements d'une prise de conscience et d'une mise en acte de la nécessaire reconnaissance de la place des Roms dans la société lilloise, et plus largement dans la société française. Mais, bien sûr, tout n'est pas parfait. La xénophobie encouragée au sommet de l'Etat continue

Nous sommes en juillet 2010. Le Président tient un discours stigmatisant les Roms et les étrangers, et ordonne la destruction systématique des terrains. Le préfet du Nord réagit en serviteur zélé, donnant consigne de détruire. Les bulldozers entrent en action.

à s'exprimer. Les conflits et les divergences entre les Roms n'ont pas disparu par enchantement. La construction, ensemble, n'est pas toujours aisée. Les engagements de LMCU ne vont pas toujours à la vitesse souhaitée par les militants, et le Collectif ne peut baisser sa garde. Les rapports entre les travailleurs sociaux et les militants ne sont pas toujours des plus faciles, dans l'estimation des nécessités à court et moyen terme, ainsi que dans les jugements sur les formes d'engagement des uns et des autres. Il y a aussi le clivage existant entre certains maires et la direction de la communauté urbaine – lequel n'est pas uniquement « droite/gauche », on le devine. La préfecture ne pense, quant à elle, que « reconduite » et « expulsion ». Vigilant sur les réalisations, le Collectif a aussi lancé des réflexions. Sur le bilan de son action 2010, la mendicité des enfants, l'organisation des terrains. Un Collectif à vocation similaire s'est constitué dans la communauté d'agglomération de Hénin-Carvin. Ce sont des militants LDH lillois qui sont allés expliquer concrètement les modalités de la mise en place de leur Collectif. Des échanges serrés, des concertations per-

manentes ont lieu. Mais le Collectif du Pas-de-Calais se trouve confronté aux mêmes difficultés vécues par les Lillois à leurs débuts. Malgré des engagements oraux, le président d'agglomération a demandé au préfet l'évacuation des terrains. Le préfet s'est empressé d'y répondre favorablement, on s'en doute, profitant ainsi de l'occasion pour renvoyer les Roms vers le département du Nord, dans l'espoir d'engorger le dispositif de la communauté lilloise qui est encore bien fragile⁽⁷⁾. Rien n'est jamais acquis et le combat pour la dignité et la reconnaissance des droits continue. Combat humain mais aussi combat politique. Comment comprendre qu'un même parti de gauche prenne des orientations si différentes, à moins de cinquante kilomètres de distance ?

A un moment où s'ébauchent les programmes pour les présidentielles, l'attitude qui sera prise à l'égard des Roms pour leur faciliter l'existence mérite bien une réflexion et une interpellation des candidats. L'expérience lilloise, bien qu'imparfaite, enclenche, à sa manière, un processus de nouvelle gouvernance, et peut sans doute servir de base de propositions. ●

(7) En protestation les deux Collectifs ont appelé à une manifestation commune, à Harnes, le 16 avril dernier.